

Ultime crispations avant l'accord

Après le budget, les négociations continuent...

- Les partenaires de la "suédoise" se sont lancés hier soir dans les dernières discussions budgétaires.
- Un accord global est possible pour mercredi.
- Il reste encore des crispations politiques... sur fond d'intox.

Les négociateurs "suédois" comptaient bien en finir, lundi soir, avec leurs palabres budgétaires. On n'arrête pas de l'écrire mais la future majorité fédérale de centre-droit (MR/N-VA/CD&V/Open VLD) touche du bout du doigt l'accord final. Pourtant, il se dérobe à chaque fois au dernier moment depuis plusieurs jours...

C'est pour cela que les négociateurs réunis lundi en séance plénière à la présidence de la Chambre ont décidé de trancher le nœud du problème financier "au finish". Ou, en tout cas, ils comptaient passer une bonne partie de la nuit à s'arracher les cheveux sur les grands mouvements de recettes et de dépenses publiques.

La question du budget est très importante car elle implique de très gros enjeux politiques pour les formations autour de la table. Il faut faire des milliards d'économies mais où et comment ? Il faut, en outre, financer certaines coûteuses mesures annoncées ces dernières semaines par des fuites dans la presse, mais où trouver l'argent ? Toutes ces questions, en fait, sont liées directement à la politique que mènera le prochain gouvernement.

Quoi qu'il en soit, même si la Belgique

s'est peut-être réveillée ce matin avec un budget déjà tout ficelé pour 2015, ce n'est pas pour autant que la "suédoise" est définitivement mise sur pied. Il reste du pain sur la planche.

Accord global pour mercredi

En effet, les derniers points de friction entre partenaires devront encore être réglés, indépendamment des grandes questions de finances publiques. Il y en a un peu partout, en fait, des points de friction... Il faudra aller les prendre un par un dans les 12 chapitres que compte la note de travail de base des négociateurs. Ça, a priori, c'est pour la journée de mardi et peut-être pour toute la nuit prochaine... Autrement dit, explique une source proche des négociations, il est fort possible que l'accord de gouvernement puisse être présenté ce mercredi. "C'est faisable", confie cette personne.

Voilà pour le scénario idéal, celui sans contretemps... Mais depuis le début de la semaine dernière, il y a de l'électricité dans l'air. En particulier, les rapports entre le CD&V et l'Open VLD ont été particulièrement tendus (Arco, fiscalité, etc.). Normal, on est proche du dénouement et les négociateurs fatiguent et s'agacent les uns les autres plus facilement. Il ne faudrait pas perdre trop de temps avec ces

crispations.

Intox constitutionnelle

Encore lundi soir, d'ailleurs, une "intox" a failli mettre le feu aux poudres. Elle a été rapidement démentie par les différents partenaires. Mais elle est tout de même venue perturber les négociations. Explications. C'est l'article 195 de la Constitution qui est venu jouer les trouble-fête. Selon le quotidien "De Tijd", la N-VA aurait mis sur la table cette disposition qui règle le processus de révision de la Constitution et qui constitue à ce titre une sorte de verrou juridique aux réformes institutionnelles. L'information a été démentie, tant dans l'entourage des formateurs que de la N-VA (qui n'a toutefois pas exclu de parler de la liste des articles la Constitution à réviser à l'avenir).

F.C. et V.R.

Il est fort possible que l'accord de gouvernement puisse être présenté ce mercredi.

Assurance-maladie

Inquiétudes

Le Comité de l'assurance de l'Inami (Institut national de l'assurance maladie-invalidité) réunit les mutualités et les prestataires de soins. Il est tenu de proposer chaque année un budget pour l'assurance-maladie, "au plus le premier lundi d'octobre de l'année précédant l'exercice budgétaire". Ce lundi, comme c'est l'usage, les représentants des mutuelles sont venus avec une proposition de budget pour l'année 2015. Mais ils n'ont pas pu trouver une majorité des deux tiers. Les gestionnaires des hôpitaux et les médecins ont refusé la proposition des mutuelles, jugeant le budget proposé trop étreint. Les mutuelles proposaient une économie de 1,12 milliard d'euros par rapport à l'objectif légal.

Le gouvernement devra donc décider tout seul. Lequel ? En toute logique, celui qui sortira des négociations en cours. Il y a le feu. Légalement, le budget de l'assurance-maladie doit être définitivement bouclé le 2^e lundi d'octobre. Cela veut dire qu'un nouveau ministre des Affaires sociales doit être désigné d'ici là et qu'il tranche sans traîner. Pas simple. Vu la situation budgétaire, la "suédoise" pourrait élarguer dans tous les secteurs de la santé. S'ouvrira alors inévitablement un débat sur l'accès aux soins de santé.

A propos de nouveau ministre de la santé, des noms de médecins sont cités dans presque chaque parti : Daniel Bacquelaine (MR), Maggie De Block pour l'Open VLD et Elke Sleurs pour la N-VA. Mais le CD&V peut-il lâcher ce poste si important pour son aile sociale ? **V.R.**

24,2

LES MILLIARDS DE L'INAMI

Les mutuelles ont proposé ce lundi de fixer le budget des soins de santé en 2015 à 24,2 milliards d'euros, ce qui représente une hausse de 3 % (+ l'inflation) par rapport aux dépenses de 2014. Cela représente une économie de 1,2 milliard par rapport au budget qui serait établi si la norme légale était complètement appliquée.